

(Juin 2021)

KABOUL, LE CHAOS ANNONCÉ

Michel Rogalski
Economiste CNRS
Directeur de la revue *Recherches internationales*

C'est officiel, les États-Unis et leurs alliés engagés dans une coalition militaire en Afghanistan vont quitter le pays. La plus longue intervention à l'étranger qui a duré une vingtaine d'années va ainsi prendre fin dans des conditions d'un enlèvement peu glorieux et sans que ses objectifs ne soient atteints. Cette guerre commencée en 2001 au lendemain des attentats du 11 septembre ouvrit la stratégie de l'anti-terrorisme pour renverser les Talibans alors au pouvoir à Kaboul et réduire leurs protégés d'El Qaïda et va se conclure par un échec cinglant puisque les Talibans sont de retour et déjà aux portes du pouvoir.

La guerre ingagnable de l'OTAN et de ses alliés

L'Otan, bien vite adoubée par l'ONU et renforcée de quelques pays alliés, aura été le vecteur d'une intervention hors de l'espace euro-atlantique, dans l'esprit des nouvelles orientations définies lors de son Sommet du cinquantenaire de 1999. C'est cette prétention à jouer le rôle de gendarme du monde qui s'effondre aujourd'hui. En réalité cette issue était attendue depuis déjà dix ans puisqu'Obama avait décidé, après dix ans de guerre, d'un retrait non-négocié des troupes engagées sur place. À partir de 2011 les Talibans savent que les Américains vont partir. Ils n'ont plus qu'à attendre et à assister à l'échec des efforts d'une construction d'un État « moderne et démocratique » par les intervenants extérieurs. Car le modèle subliminal des Occidentaux renvoie à l'issue de la Seconde guerre mondiale lorsqu'il s'agit de reconstruire l'Allemagne après son effondrement. Mais l'Afghanistan n'est pas l'Allemagne et les islamistes radicaux n'ont jamais été mis en déroute, se sont reconstitués, ont pris appui sur le Pakistan voisin et ont essaimé dans de larges régions du monde.

Cette guerre a eu un coût énorme, pour l'Afghanistan d'abord qui connaît là sa deuxième guerre, après celle contre les soviétiques de 1979 à 1989, puis la guerre civile qui vit les Talibans l'emporter sur les « Seigneurs de guerre » et imposer leur chape de plomb sur le pays. Bref un pays en guerre depuis quarante ans. Son coût sur l'ordre international n'a pas été moindre. Après avoir humilié Moscou et contribué fortement à son effondrement, puis dopé l'islamisme radical en envoyant ses « Afghans internationalistes » sur différents terrains de luttes, ce petit pays, en passe d'infliger une défaite militaire à la coalition emportée par l'Otan aura également contribué à façonner les traits majeurs du XXI^e siècle. La population civile a terriblement souffert. Plus de 100 000 morts selon les Nations unies, des milliers de bombes déversées, une société plus corrompue que jamais, une culture et un trafic de drogue fleurissant alimentant 80 % du marché mondial d'opium, sans compter les morts indirectes de pauvreté et maladies causées par le conflit et l'absence d'un véritable État, jamais construit.

Le coût fut redoutable également pour les États-Unis. D'abord en terme humain, puisqu'on estime les pertes à près de 3000 soldats auxquels il convient de rajouter environ 4000 « contractors » - mercenaires des sociétés militaires privées -, 20 000 blessés graves et des pertes évaluées à 60 000 soldats dans les rangs gouvernementaux.

La dépense engendrée se monte à près de 3000 milliard de dollars en ajoutant opérations guerrières, entraînement et aide économique souvent détournée. Un gâchis total.

Des enjeux qui dépassent le pays

Cette guerre, dont l'enjeu international dépassait largement le territoire afghan, n'a jamais été populaire aux États-Unis, sauf dans l'immédiat après-11 septembre. Mais pourtant, elle n'a pas suscité de fortes mobilisations internationales qui pourraient rappeler l'ampleur des grandes campagnes contre les guerres d'Algérie, du Vietnam ou plus récemment contre l'invasion de l'Irak, sans évoquer les solidarités aux causes emblématiques du peuple palestinien ou des luttes anti-apartheid en Afrique du Sud. Ce qui a manqué, au-delà des traits détestables du régime de Kaboul, c'est l'existence de forces politiques et sociales avec lesquelles un partage de valeurs puisse se construire et autour desquelles organiser une solidarité internationaliste. Car l'alternative au régime actuel soutenu par les Américains se présente déjà depuis longtemps sous les traits d'un retour des Talibans, certes délestés de leurs protégés encombrants.

Cette guerre a été menée dans des conditions d'un aveuglement total. Les Américains ont refusé – confortés par beaucoup de think tanks sans grande légitimité – de voir la progression des Talibans forts de quelques dizaines de milliers d'hommes, de leur structuration en parti politique national, doté d'une direction et d'un chef, de l'appui apporté par le Pakistan pays allié des États-Unis et d'imaginer qu'il pouvait y avoir chez ce peuple une attente d'État à même de satisfaire aux besoins les plus essentiels, en terme de santé, d'éducation, de logement, de sécurité... Faute de s'atteler à la construction d'un tel État, le gouvernement en place a été court-circuité par des organismes internationaux donateurs d'aide étrangère sans connaissance du terrain et animés par des logiques bureaucratiques à mille lieues des réalités, et aspirant souvent les élites du pays. Des bataillons d'anthropologues envoyés en reconnaissance auraient été plus utiles que des images satellites ou des drones préparant le travail des forces spéciales.

Car ce qui a manqué le plus à la coalition c'est la connaissance du tissu local social dont l'absence est le talon d'Achille des interventions militaires en terre étrangère. Ce terrain social a totalement été méconnu par les militaires, ainsi que les liens familiaux, religieux, économiques entretenus entre les différentes populations et entre celles-ci et les Talibans. Les troupes coalisées ont combattu un ennemi dont elles ne connaissaient pas les modes de fonctionnement, mais qui possédait l'avantage de la maîtrise du terrain et avait su de longue date infiltrer les institutions du pays.

Après 20 ans d'une coalition de l'Otan, les résultats sont décevants. Le régime a certes été défait comme celui de Saddam Hussein ultérieurement, les groupes d'El Qaïda dispersés et réduits considérablement, mais les Talibans prenant appui sur le Pakistan sanctuarisé sont aujourd'hui de retour et au bord du pouvoir. Ils multiplient les attentats et le pays n'a jamais été véritablement pacifié. La corruption s'est généralisée empêchant la reconstruction d'un État contourné par l'aide internationale, les ONG, et les différents opérateurs du développement. Les « Seigneurs de guerre » et le tribalisme se sont multipliés. La coalition s'est bunkerisée en enclaves ultra sécurisées et coupées de la population.

Mais surtout les conditions du départ ont été menées de façon maladroite à l'initiative de Trump, puis par Biden, par contact direct avec les Talibans, en passant par dessus la tête du gouvernement afghan, considéré comme partie mineure. Le seul souci des États-

Unis étant qu'un régime sous la férule des Talibans ne redevienne pas un sanctuaire pour des groupes terroristes. Seul cet engagement les intéresse. Les Talibans ne sont pas en recherche de négociations inter-afghanes avec le régime actuel de Kaboul dont le monde pressent la fin. Ils n'ont plus rien à négocier avec personne, le départ des troupes étrangères étant déjà acquis. Ils se préparent à la séquence suivante : investir Kaboul et défaire le régime en place, quitte à initier une nouvelle guerre civile. Le retrait a déjà commencé. La grande base militaire de Kandahar, construite par les Soviétiques et située dans le sud du pays dans une zone à forte présence talibane, a été évacuée nuitamment en catimini sans concertation avec l'armée afghane, et ne laissant en service que la base de Bagram près de Kaboul comme tête de pont. La Maison Blanche annonce que l'armée américaine possède la capacité en ouvrant de nouvelles bases militaires dans des pays frontaliers – en Ouzbékistan et au Tadjikistan – de disposer de moyens de surveillance, voire d'intervention, pour empêcher tout retour en force d'Al-Qaïda dans cette région. Même intention annoncée par Macron à propos de l'opération Barkhane. Faute de pouvoir rester sur le terrain, on déplace quelques moyens engagés en prétendant avoir la maîtrise de la suite des événements. Les Alliés de la coalition ont compris le sens de ces discours. La France a décidé d'accorder l'asile politique aux centaines d'Afghans ayant travaillé pour elle, évidemment sans consultation des autorités du pays et témoignant ainsi de son pessimisme sur la capacité du régime à se maintenir en place bien longtemps.

Cette guerre afghane dépasse par sa portée le territoire de ce petit pays. Elle est emblématique des conflits asymétriques qui ont surgit à travers le monde et qui se transforment en guerre sans fin, dont les objectifs s'érodent en cours de route. L'enlèvement est au bout du chemin. Elle confirme qu'on ne peut imposer la démocratie ou les droits de l'homme souvent mobilisés par la force ou par décrets. La leçon devrait servir pour le Sahel.

Cette chronique est réalisée en partenariat rédactionnel avec la revue *Recherches internationales* à laquelle collaborent de nombreux universitaires ou chercheurs et qui a pour champ d'analyse les grandes questions qui bouleversent le monde aujourd'hui, les enjeux de la mondialisation, les luttes de solidarité qui se nouent et apparaissent de plus en plus indissociables de ce qui se passe dans chaque pays.

6, av. Mathurin Moreau; 75167 Paris Cedex 19

Site : <http://www.recherches-internationales.fr/>

Mail : recherinter@paul-langevin.fr

Abonnements 4 numéros par an : 55 Euros, Étranger 75 Euros